

Document:-  
**A/CN.4/SR.547**

**Compte rendu analytique de la 547<sup>e</sup> séance**

sujet:  
**Relations et immunités consulaires**

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-  
**1960, vol. I**

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International  
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

n'est légitime que dans deux cas. En premier lieu, s'il s'agit de dispositions prises en vertu du chapitre VII pour remédier aux menaces contre la paix, aux ruptures de la paix et aux actes d'agression; jusqu'à présent, les Nations Unies n'ont pris dans ce domaine que des mesures de police très limitées. En second lieu, s'il s'agit de l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, contre des agressions armées conformément à l'article 51 de la Charte. La légitime défense individuelle ou collective est admissible sur le plan international, en l'absence d'action internationale ou jusqu'à ce que cette action soit effective, exactement comme la légitime défense n'est admise dans le domaine interne que s'il y a carence des autorités publiques.

65. Malgré les objections de M. François, M. Scelle considère que le rôle des consuls ne doit pas prendre fin à l'ouverture des hostilités; à vrai dire, dans ce cas, ce rôle acquiert plus d'importance encore. Bien entendu, l'activité des consuls ne sera pas la même qu'en temps de paix; ils seront appelés, par exemple, à empêcher leurs ressortissants de commettre des actes répréhensibles du point de vue de l'Etat de résidence. Un consul qui est lui-même ressortissant de l'Etat de résidence peut être fort utile à cet égard. Une démarche du consul de l'Etat dont les intéressés sont ressortissants est plus efficace que toute intervention d'une puissance protectrice ou même des autorités de la Croix-Rouge. M. Scelle a la conviction absolue qu'une telle démarche atténuerait les conséquences nuisibles de la guerre et que le rôle international des consuls ne doit dès lors pas être limité au temps de paix.

La séance est levée à 13 h. 10

## 547<sup>e</sup> SÉANCE

Mercredi 25 mai 1960, à 9 h. 30

Président : M. Luis PADILLA NERVO

**Relations et immunités consulaires**  
(A/CN.4/131, A/CN.4/L.86) [suite]

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES PROVISOIRES (A/CN.4/L.86)  
[suite]

ARTICLE 50 (RUPTURE DES RELATIONS CONSULAIRES) [suite]

1. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial), se référant à la discussion sur l'article 50 qui a eu lieu à la séance précédente, dit qu'il ne partage pas l'avis de ceux des membres de la Commission pour qui, dans l'état actuel du développement du droit international, il n'est pas possible de mentionner l'état de guerre dans le projet consacré aux relations consulaires. L'Etat qui est victime d'une agression

a le droit de déclarer que l'état de guerre existe entre lui et l'Etat agresseur, en vue d'exercer tous les droits de belligérant. C'est précisément ainsi qu'ont agi certains pays qui ont été victimes d'agression de la part des puissances de l'Axe pendant la deuxième guerre mondiale. Toutefois, comme la clause relative à l'état de guerre n'est pas indispensable dans l'article 50, M. Žourek est prêt à la retirer si cela devait permettre aux membres de la Commission de réaliser l'accord.

2. M. Ago a suggéré (546<sup>e</sup> séance, par. 27) d'insérer dans le projet une disposition concernant le droit de rompre les relations consulaires par décision unilatérale; cette proposition soulève un problème épineux. En préparant le projet d'articles, M. Žourek a beaucoup réfléchi à la question, mais il lui est apparu qu'une disposition de ce genre n'était pas nécessaire dans un projet qui vise à réglementer la conduite des relations consulaires une fois ces relations établies.

3. La rupture des relations consulaires est un acte anormal qui ne peut se produire que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles. Pour sa part, M. Žourek ne peut souscrire à l'opinion selon laquelle un Etat a le droit de rompre les relations consulaires à tout moment et sans motif. Il ne fait aucun doute qu'un tel acte unilatéral serait absolument incompatible avec les buts des Nations Unies, au nombre desquels figurent, au paragraphes 2 et 3 de l'Article premier de la Charte, le développement de relations amicales entre les nations et la réalisation de la coopération internationale. Les relations consulaires ne doivent donc être rompues que pour des raisons très graves. Il est malheureusement très difficile de spécifier les cas dans lesquels une mesure aussi grave peut être prise. Il ne serait pas dans l'intérêt des relations consulaires que le projet de la Commission prévoie un cas qui suppose l'hypothèse d'une crise dans les relations internationales. Le mieux serait peut-être de traiter la question dans le commentaire.

4. M. AGO comprend parfaitement les raisons pour lesquelles le Rapporteur spécial a hésité à insérer une disposition concernant les circonstances dans lesquelles les relations consulaires peuvent être rompues. Cependant, il ne croit pas que l'on puisse se contenter, pour régler la question, de quelques observations dans un commentaire.

5. En l'état actuel des choses, un Etat a le droit de rompre les relations consulaires par un acte unilatéral. Il se peut évidemment que cet acte soit la sanction d'un fait illicite commis par l'autre Etat; mais il y a aussi des cas où la rupture des relations diplomatiques est une mesure prise à la suite d'un acte inamical qui ne constitue pas une violation du droit international.

6. M. Ago reconnaît, compte tenu notamment des termes de la Charte, que le droit de rompre les relations consulaires ne doit pas être exercé à la légère, mais il faut que ce droit soit expressément énoncé dans le projet; sans quoi, si ce point est

passé sous silence, on en déduira inévitablement que l'accord des deux Etats intéressés est nécessaire pour que les relations consulaires soient rompues et, par conséquent, que la rupture unilatérale de ces relations constitue une violation de l'accord conclu entre les deux Etats pour l'établissement des relations consulaires, violation qui constitue un fait illicite entraînant une responsabilité internationale. Pour toutes ces raisons, M. Ago pense que la Commission devrait poser les limites dans lesquelles l'exercice du droit en question peut s'exercer dans une définition large et vague à dessein, dont le texte pourrait, si la Commission le juge préférable, revêtir une forme négative et être rédigée à peu près comme suit : « Les relations consulaires, une fois établies, ne peuvent être rompues par l'une des parties que pour des raisons extrêmement graves ».

7. M. MATINE-DAFTARY dit que si l'article 50 ne doit plus traiter que de l'effet de la rupture des relations diplomatiques sur les relations consulaires, il ne correspondra plus au titre. Pour sa part, il ne pense pas, compte tenu de la pratique récente des Etats, notamment depuis 1914, qu'un Etat qui décide de rompre les relations diplomatiques avec un autre Etat, consentirait à maintenir les relations consulaires, même s'il était indiqué dans l'article 50 qu'en droit international, la rupture des relations diplomatiques n'entraîne pas nécessairement celle des relations consulaires.

8. M. Matine-Daftary est également d'avis que l'on doit supprimer la référence à l'état de guerre. Il ne croit absolument pas qu'il puisse y avoir un droit international de la guerre : la guerre est un crime international, et quand la guerre éclate, ce n'est plus la règle du droit mais la loi de la jungle.

9. Comme M. Ago, il estime que l'importante question de la rupture des relations consulaires ne saurait être passée sous silence dans le projet. A cet égard, il faut faire une distinction entre la rupture complète des relations consulaires et la fermeture d'un ou de plusieurs consulats en particulier. L'Etat d'envoi peut fermer un consulat parce qu'il a décidé que celui-ci n'était plus nécessaire ; en revanche, il se peut qu'un consulat soit fermé à la demande de l'Etat de résidence, si celui-ci estime que le consul qui en est titulaire ne s'occupe pas de fonctions consulaires à proprement parler, mais qu'il a des activités politiques. A propos de la fermeture d'un ou de plusieurs consulats, il serait bon d'indiquer dans le projet d'articles la procédure à suivre pour la liquidation des affaires.

10. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en tant que membre de la Commission, souligne que deux questions sont en jeu. Premièrement, il s'agit de savoir, d'une façon générale, s'il convient d'insérer dans le projet une disposition concernant la rupture des relations consulaires, étant donné que le projet contient une disposition sur l'établissement de ces relations. En second lieu, se pose la question concrète soulevée par le projet de texte du Rapporteur spécial tendant à stipuler que la rupture des relations diplomatiques n'entraîne

pas automatiquement la rupture des relations consulaires.

11. Au sujet de la première question, d'ordre général, le Président doute très sérieusement qu'il soit souhaitable d'insérer dans le projet un article concernant la rupture des relations consulaires. Aucune des conventions consulaires bilatérales ou multilatérales dont il a connaissance ne contient de dispositions traitant de la rupture des relations consulaires en soi. Toutefois, le premier protocole de signature de la Convention consulaire entre le Royaume-Uni et la Suède dispose que :

« En cas de guerre ou de rupture des relations [diplomatiques] entre les deux Etats, chacun des deux Etats aura le droit d'ordonner la fermeture de l'un quelconque ou de l'ensemble des consulats de l'autre Etat situés sur son territoire. Il aura également le droit de fermer l'un quelconque ou l'ensemble des consulats de cet Etat, qui sont situés dans d'autres pays, si lesdits pays viennent à être occupés par ses forces militaires.»<sup>1</sup>

12. Le fond de la question, c'est que le maintien ou la rupture des relations consulaires est étroitement lié à l'existence d'un état de paix ou de conflit armé entre les deux Etats intéressés. A ce propos, le Président signale que, conformément à la loi n° 109, promulguée au Honduras le 14 mars 1906, concernant les missions consulaires étrangères, « tout Etat qui est en état de paix avec le Honduras peut nommer des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires au Honduras, même si leur nomination ne fait pas l'objet d'une convention antérieure ».

13. Il est clair, d'après cette clause, que la rupture des relations consulaires résultera de la rupture des relations pacifiques entre les deux Etats intéressés, et non de la rupture des relations diplomatiques. On peut dire que l'état de guerre entraîne la cessation de toutes relations pacifiques entre les deux Etats intéressés et, par voie de conséquence, la rupture des relations diplomatiques et des relations consulaires.

14. Etant donné la distinction à faire entre la rupture effective des relations consulaires et la fermeture d'un consulat, et étant donné aussi que la rupture de ces relations est rare en temps de paix, la Commission devrait se demander s'il convient de préciser dans un instrument multilatéral comme celui qu'elle élabore en ce moment les circonstances dans lesquelles une telle rupture peut avoir lieu. En d'autres termes, il s'agit de savoir si le projet de la Commission indiquera, comme un traité de droit international pourrait le faire, que la rupture des relations consulaires peut être le fait de l'Etat de résidence, le fait de l'Etat d'envoi, ou des deux.

15. Pour sa part, le Président ne pense pas qu'il servirait à grand'chose, tant du point de vue de la codification que du développement progressif du droit international, de consigner le fait regrettable que la cessation des relations pacifiques entre deux Etats entraîne la rupture des relations consu-

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 202, (1954-1955), n° 2731, p. 235.

lares. C'est pourquoi il préférerait que la question ne soit pas évoquée dans le projet concernant les relations consulaires, comme c'est d'ailleurs le cas dans le projet ayant trait aux relations diplomatiques.

16. Au surplus, même s'il est exact de dire que l'un et l'autre des Etats intéressés ont le droit de rompre les relations consulaires par un acte unilatéral, il ne serait pas souhaitable d'insister exagérément sur ce droit dans le projet. Il ne serait pas dans l'intérêt du développement progressif du droit international ou des relations pacifiques entre les Etats de mentionner cette éventualité dans une convention multilatérale.

17. A propos de la deuxième question, tous les membres de la Commission semblent d'accord pour admettre qu'il n'y a pas concordance entre l'assertion contenue dans le dernier membre de phrase de l'article 50 et le titre de l'article ; dans ce membre de phrase, on n'envisage pas tant la rupture des relations consulaires que le maintien de ces relations en dépit de certains événements. A sa onzième session, la Commission a réservé sa décision au sujet du paragraphe 2 de l'article 2<sup>2</sup> ; elle devrait examiner la possibilité d'incorporer la clause pertinente de l'article 50 dans ledit paragraphe 2, si elle accepte en définitive ce paragraphe comme une règle de *lege ferenda* ; auquel cas, l'ensemble de cette disposition pourrait, par exemple, être rédigé, à peu près en ces termes : « L'établissement des relations diplomatiques comporte l'établissement de relations consulaires, mais la rupture des relations diplomatiques n'entraîne pas automatiquement la rupture des relations consulaires. »

18. M. YOKOTA fait observer que l'objet essentiel de l'article 50, tel qu'il a été rédigé par le Rapporteur spécial, est de déterminer les répercussions de l'ouverture d'un conflit armé sur les relations consulaires. C'est pourquoi la suppression de la mention de l'état de guerre, suppression que vient d'accepter, en principe, le Rapporteur spécial, diminuerait considérablement la portée de l'article 50. M. Yokota propose donc de modifier cette disposition comme suit : « La rupture des relations diplomatiques n'entraîne pas automatiquement la rupture des relations consulaires, même en cas de conflit armé. »

19. Commentant la proposition de M. Ago, selon laquelle le projet devrait énoncer le droit d'un Etat de rompre unilatéralement les relations consulaires s'il a des raisons graves de le faire, M. Yokota déclare qu'à son avis une telle disposition n'aurait guère d'utilité. Dans la pratique, les relations consulaires reposent généralement sur des conventions consulaires bilatérales. Tant qu'une convention consulaire est en vigueur, les parties à cette convention ont l'obligation de maintenir des relations consulaires ; l'une ou l'autre des parties peut naturellement dénoncer la convention en raison de l'ouverture d'un conflit armé ou par suite de la

violation des termes de la convention par l'autre partie. Toutefois, conformément aux règles du droit international, les parties ne peuvent, hormis ces cas, dénoncer la convention.

20. En fait, même s'il était vrai de dire que, conformément au droit international général, un Etat est libre de rompre à tout moment ses relations consulaires avec un autre Etat, il serait dangereux d'énoncer un tel principe dans le projet. Une disposition qui s'en inspirerait pourrait donner l'impression que les relations consulaires peuvent être rompues à tout moment, sans souci des conventions consulaires existantes.

21. M. Yokota ne veut évidemment pas dire que, dans le cas de deux Etats qui entretiennent des relations consulaires, ces relations ne puissent jamais être rompues sans le consentement des deux parties. Il affirme toutefois que la question de principe qui est en jeu est extrêmement complexe et qu'il serait préférable de ne pas la mentionner dans le projet.

22. M. PAL fait observer que le passage extrait du premier protocole de la Convention consulaire de 1952 entre le Royaume-Uni et la Suède, que le Président a cité (voir plus haut par. II) au sujet des effets de la guerre ou de la rupture des relations diplomatiques, est précédé d'un alinéa ainsi conçu :

« Les Hautes Parties contractantes tiennent à faire connaître que, selon leur interprétation, les principes suivants seront applicables aux consulats et aux consuls, conformément aux règles générales du droit international, en cas de guerre ou de rupture des relations diplomatiques<sup>3</sup>. »

23. Ainsi, la déclaration selon laquelle la guerre ou la rupture des relations diplomatiques donne à l'un ou l'autre des deux Etats intéressés le droit d'exiger la fermeture de tous les consulats, ou de l'un quelconque des consulats de l'autre Etat, doit constituer, non pas une clause de la convention proprement dite, mais l'expression d'une règle du droit international général. La Commission aurait donc pu, à juste titre, ajouter une disposition relative à l'effet des hostilités sur les relations consulaires. M. Pal partage l'opinion de M. Hsu (546<sup>e</sup> séance, par. 57), savoir que la Commission ne devrait pas craindre d'employer le mot « guerre ». Si l'on entend instaurer un ordre vraiment rationnel dans ce qui est la sphère politique de l'effort de culture humain, on doit pour le moins s'imposer le devoir moral de regarder les choses en face — pour déplaisantes qu'elles soient — avec courage et franchise, sans chercher à se faire illusion. Quoi qu'il en soit, ce dont la Commission a à se préoccuper pour l'instant, c'est d'établir la formule à employer pour cette disposition particulière, et, s'il était vrai que l'emploi du mot « guerre » a été en fait proscrit en la matière, on serait sans doute fondé à omettre toute référence à cette notion. Or — il vient de le faire observer — deux Etats au moins ont, il y a seulement quelques années —

<sup>2</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, Quatorzième session, Supplément n° 9, p. 27.

<sup>3</sup> Ibid.

en 1952 — lors de l'examen de la même question, mentionné l'état de guerre comme un facteur pertinent. M. Pal accepte néanmoins la suppression de la disposition controversée, étant donné que le Rapporteur spécial lui-même a accepté de la supprimer. Il n'est évidemment pas indispensable, aux fins de la question à l'examen, de se référer aux effets de l'état de guerre.

24. En ce qui concerne la proposition du Président tendant à ce que la dernière partie de l'article 50 soit ajoutée au paragraphe 2 de l'article 2, M. Pal rappelle que la Commission a réservé sa décision au sujet du paragraphe 2 de l'article 2. Si la Commission décide, en fin de compte, de maintenir ce paragraphe, on pourrait logiquement déduire de la déclaration qui y figure que l'établissement de relations diplomatiques comporte l'établissement de relations consulaires, et que la rupture des relations diplomatiques comporterait, de manière analogue, celle des relations consulaires. Il conviendrait dès lors de spécifier que tel n'est pas nécessairement le cas. Pour des raisons de forme, M. Pal propose de remplacer le mot « automatiquement » par les mots « en soi ». Toutefois, comme le paragraphe 2 de l'article 2 n'a pas encore été adopté, il convient de renvoyer la question de l'insertion du passage pertinent de l'article 50 dans ledit paragraphe 2 jusqu'au moment où la Commission aura pris une décision sur ce paragraphe.

25. Enfin, au sujet de la proposition faite par M. Ago, M. Pal est d'accord pour penser que si le droit de rompre unilatéralement des relations consulaires, existe, la Commission ne doit pas hésiter à mentionner ce droit. Cependant, il ne croit pas que l'absence d'une disposition expresse à cet effet signifierait nécessairement que la rupture des relations consulaires serait dans tous les cas sujette à l'accord des deux Etats.

26. M. BARTOŠ estime que l'obligation imposée par la Charte de maintenir des relations amicales et de bon voisinage entre les nations ne constitue pas l'obligation de maintenir des relations diplomatiques ou consulaires. En conséquence, s'il est vrai que la rupture des relations consulaires peut avoir une certaine valeur pratique, elle ne peut être considérée comme une violation d'une règle de droit. S'il n'y a pas d'obligation d'établir des relations consulaires, il ne peut pas davantage y avoir d'obligation de les maintenir. En outre, le droit de rompre les relations diplomatiques est supposé exister, bien que ces relations, comme les relations consulaires, soient fondées sur l'accord mutuel des pays intéressés. Certes, en cas de conflit armé, les ressortissants de pays étrangers peuvent avoir besoin d'une protection consulaire, mais il existe une règle incontestée selon laquelle un Etat tiers peut se charger d'assurer cette protection. Si l'on reconnaît le droit de rompre les relations diplomatiques, on doit, de même, reconnaître le droit de rompre les relations consulaires ; si la maxime selon laquelle celui qui peut le plus peut le moins n'est pas toujours applicable, elle l'est en l'occurrence, faute d'une règle concrète.

27. Certains membres de la Commission ont mis en doute l'utilité de faire figurer dans le projet

un article concernant la rupture des relations consulaires, mais ils n'ont pas contesté l'existence du droit de rompre ces relations. Jusqu'ici il n'existe aucune règle établie de droit international obligeant les Etats à maintenir des relations consulaires, et l'absence d'une clause donnant à l'une ou l'autre partie à une convention consulaire le droit de rompre les relations consulaires avec l'autre partie ne permet pas d'en déduire que ce droit n'existe pas. Pour citer un exemple : si le cas d'un Etat désirant rompre les relations consulaires avec un autre Etat était soumis à la Cour internationale de Justice, la Cour ne pourrait pas obliger cet Etat à maintenir ses relations consulaires avec l'autre Etat, puisqu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de règle de droit international sur laquelle pourrait être fondé un tel jugement.

28. Il importe particulièrement que la Commission règle les questions de principe soulevées à l'article 50 et n'en laisse pas le soin au Comité de rédaction, qui n'est pas compétent pour créer une règle de droit international. La Commission ne peut pas davantage déclarer qu'une fois établies, les relations consulaires doivent être maintenues même lorsque les relations diplomatiques ont été rompues.

29. En ce qui concerne le premier membre de phrase de l'article 50, M. Bartoš déclare que la Charte des Nations Unies a mis hors la loi l'état de guerre, qui ne doit donc pas être mentionné dans le projet. En outre, un Etat qui a été attaqué n'est pas tenu d'autoriser le maintien de consulats sur son territoire.

30. Pour conclure, M. Bartoš est d'avis que seule la deuxième partie de l'article 50 devrait être maintenue et que le commentaire devrait expliquer qu'il n'existe pas encore d'obligation juridique pour un Etat d'établir ou de maintenir des relations consulaires. Il conviendrait également de tenir compte dans le commentaire de la proposition de M. Ago.

31. M. TOUNKINE fait observer que la majorité de la Commission désire maintenir la deuxième partie de l'article 50, telle qu'elle a été rédigée par le Rapporteur spécial. D'après lui, un article exprimant cette idée serait utile et devrait être renvoyé au Comité de rédaction. Néanmoins, comme certains membres de la Commission semblent avoir une opinion bien arrêtée à ce sujet, la Commission pourrait charger le Comité de rédaction de préparer un article selon les indications données par M. Ago et de le soumettre à la Commission en vue d'une décision finale.

32. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) déclare que certaines des observations formulées au sujet de l'article 50 semblent susciter des doutes quant à la nature de l'acte par lequel les relations consulaires sont établies ou rompues. Il est reconnu en droit international qu'un Etat peut accomplir certains actes sans commettre de violation du droit international ; par exemple, un Etat est parfaitement en droit de refuser d'entrer en relations diplomatiques avec un

autre Etat, et le projet de la Commission consacré aux relations diplomatiques confirme ce point de vue. Il est également admissible que des relations diplomatiques ou consulaires soient rompues unilatéralement. La question de la violation d'un traité établissant des relations consulaires ne se pose pas, car l'accord mutuel n'est nécessaire que pour l'établissement de ces relations. Le but du traité en question est atteint lorsque les relations sont établies. Si l'on estimait que les Etats ont le devoir de maintenir des relations consulaires, M. Ago serait en droit de dire que la rupture unilatérale des relations constitue une violation du droit international ; de l'avis de M. Liang, la rupture unilatérale des relations consulaires, si elle peut constituer un acte inamical, n'est toutefois pas un acte illicite. Les dispositions des conventions consulaires seront suspendues en cas de rupture des relations. En outre, M. Liang ne croit pas qu'il existe une convention consulaire contenant, même implicitement, une clause imposant le maintien des relations consulaires ; seule l'existence d'une telle clause permettrait d'affirmer que la rupture unilatérale des relations consulaires constitue une violation de la convention.

33. Il s'agit pour la Commission de décider s'il convient d'inclure dans le projet une disposition concernant la rupture des relations consulaires. M. Liang estime que, puisque le projet est fondé sur l'hypothèse que des relations consulaires ont été établies, la rupture de ces relations dépasse le cadre du projet. En outre, il serait contraire aux précédents créés par les conventions consulaires en vigueur de faire figurer dans le projet un article relatif à la rupture unilatérale des relations consulaires.

34. Sir Gerald FITZMAURICE pense, comme M. Tounkine, que le problème soulevé par l'article 50 a été pratiquement ramené aux proportions d'une question de rédaction. S'il hésite à se prononcer sur l'opportunité d'une clause concernant la rupture des relations consulaires, c'est exclusivement parce que les termes employés par le Rapporteur spécial suscitent des doutes quant à l'existence du droit de rompre ces relations. La rédaction proposée par M. Yokota (voir plus haut par. 18) conduirait aussi le lecteur non initié à se demander s'il existe vraiment des circonstances dans lesquelles les relations consulaires peuvent être rompues. Il convient de préciser que ce droit existe, mais la disposition devra être rédigée dans les termes qui ne semblent pas inviter à la rupture des relations. La proposition du Président tendant à ce que cette disposition soit insérée au paragraphe 2 de l'article 2 paraît raisonnable, bien que l'article 2 n'ait pas encore été adopté définitivement. Le texte pourrait stipuler que l'établissement de relations diplomatiques comprend l'établissement de relations consulaires, mais que la rupture des relations diplomatiques ne doit pas entraîner automatiquement celle des relations consulaires. Il n'y aurait alors pas d'article spécial concernant la rupture des relations consulaires et la disposition serait moins en évidence.

35. En ce qui concerne la question des conventions consulaires soulevée par M. Yokota, sir Gerald pense que le projet contiendra une disposition stipulant qu'aucune de ses dispositions ne porte atteinte aux arrangements bilatéraux existants. Il est évident qu'une telle disposition doit y figurer, car sans cela aucun Etat ne sera en mesure d'accepter le texte que prépare la Commission.

36. Enfin, sir Gerald déclare qu'il s'est abstenu d'examiner les incidences du premier membre de phrase du projet du Rapporteur spécial, parce que l'ensemble de la question de la légitimité de l'état de guerre est sans aucun rapport avec les débats. Qu'un état de guerre soit considéré comme légitime ou non, le fait est que, lorsqu'il existe, il n'est possible de maintenir ni relations diplomatiques ni relations consulaires.

37. M. SCELLE exprime l'étonnement que lui ont causé certaines des déclarations relatives à l'article 50. On a dit que le droit international laissait un Etat libre d'entretenir ou de ne pas entretenir de relations diplomatiques et consulaires avec un autre Etat. Il est, quant à lui, d'une opinion absolument inverse. Il considère qu'un gouvernement a le droit de reconnaître ou de ne pas reconnaître un certain Etat, mais que, s'il l'a reconnu, il est dans l'obligation d'entretenir des relations diplomatiques et consulaires avec lui. La base essentielle du droit des gens ce sont les rapports internationaux des Etats entre eux ; un Etat qui refuse d'avoir ce commerce avec un autre se rend coupable d'une violation du droit international. Des Etats européens ont fait des guerres pour obliger certaines Etats à nouer des relations internationales avec eux, et ces guerres étaient basées sur le fait qu'un Etat qui refuse d'avoir certains rapports avec un autre se met en dehors du droit international et n'est plus fondé à réclamer la protection de celui-ci. Si l'on conteste qu'il y ait une règle coutumière absolue sur ce point, la Commission elle-même perdra sa raison d'être. Les doutes de ce genre sont incompatibles avec la notion de la communauté internationale : autant dire que le droit international n'existe pas, car le refus de se plier aux relations internationales est inconcevable. Il ne devrait pas y avoir de discussion sur ce point, surtout à une séance de la Commission du droit international.

38. M. Scelle a déjà émis l'opinion qu'il vaudrait mieux supprimer complètement l'article 50, et il le croit encore. Néanmoins, certains membres de la Commission ont dit que l'article serait acceptable après suppression de son premier membre de phrase, et il ne verrait pas d'objection à suivre la proposition de M. Tounkine ; mais il craint que le Comité de rédaction ne se heurte aux mêmes difficultés que la Commission.

39. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial), reconnaît que, pour répondre à la volonté de l'ensemble de la Commission, le premier membre de phrase de l'article 50 doit évidemment être supprimé ; ce qui entraînera une modification du titre. Il convient de renvoyer le texte au Comité de rédac-

tion, qui choisira également la place à lui donner dans le projet. On pourrait, comme le Président l'a suggéré, l'insérer au paragraphe 2 de l'article 2.

40. Répondant aux observations présentées, il ajoute qu'un accord conclu pour établir des relations consulaires est un traité international *lato sensu* et qu'il peut être modifié conformément au droit des gens. Par exemple, il pense être amendé ou abrogé par accord des parties, et aussi par acte unilatéral lorsque le droit international le permet. En conséquence, M. Žourek ne peut admettre que son abrogation soit toujours contraire au droit international. L'objet essentiel d'un tel accord est l'établissement de relations consulaires et aussi, comme M. Matine-Daftari l'a signalé, la création de consulats ; la Commission a décidé de traiter dans le commentaire des cas où un accord établissant un consulat peut être annulé si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur la délimitation de la circonscription consulaire. En ce qui concerne le problème plus général de la rupture des relations consulaires, les conventions consulaires — et partant leur extinction — continueront à être régies par le droit international général, même si la rupture de ces relations n'est pas mentionnée expressément.

41. M. Bartoš a dit que, si l'on reconnaissait aux Etats la faculté de rompre les relations diplomatiques, il fallait *a fortiori* leur reconnaître la faculté de rompre les relations consulaires. Or, il est certain que la rupture des relations consulaires comme celle des relations diplomatiques est une mesure extraordinaire, une mesure exceptionnelle, qui ne doit pas être prise en temps de paix. Il serait donc préférable de ne pas lui consacrer un article séparé. Etant donné que l'application des conventions consulaires est régie par le droit international général, on ne saurait établir une règle en matière de rupture des relations consulaires puisqu'il est possible de mettre fin aux accords moyennant notification.

42. M. Žourek ne peut partager l'opinion du Secrétaire d'après laquelle le projet de convention étudié ne concerne que l'établissement des relations consulaires et ne doit donc pas prévoir la fin de ces relations. De plus, la rupture unilatérale de relations consulaires devrait toujours être considérée non pas comme un acte inamical mais comme un acte illicite : toute modification unilatérale d'un accord conclu en matière consulaire doit être conforme au droit international.

43. Sir Gerald Fitzmaurice a signalé avec raison que le texte actuel de l'article pouvait induire en erreur et faire croire qu'un Etat n'a pas le droit de rompre les relations consulaires. Enfin, le commentaire devrait mentionner les conséquences regrettables qu'a parfois la rupture des relations consulaires.

44. M. AMADO ne croit pas qu'il soit indiqué de renvoyer au Comité de rédaction l'article sous sa forme actuelle, car le Comité se trouvera aux prises avec les mêmes difficultés que la Commission. Il est convaincu que la meilleure solution est de supprimer la clause.

45. Le PRÉSIDENT constate que la Commission entend maintenir le dernier membre de phrase du projet du Rapporteur spécial et laisser au Comité de rédaction le soin de décider où la disposition doit figurer. Sir Gerald Fitzmaurice a relevé que le texte actuel de l'article pouvait donner l'impression qu'un Etat n'a pas le droit de rompre les relations consulaires ; on pourrait répondre à cette objection en traitant l'ensemble de la question au paragraphe 2 de l'article 2, et en la mettant moins en relief.

46. M. AMADO, appuyé par M. SCILLE, propose de mettre aux voix la question de savoir si un article sur la rupture des relations consulaires doit ou non figurer dans le projet.

47. Sir Gerald FITZMAURICE croit qu'il serait prématuré de procéder à un vote, parce que la Commission ne s'est pas encore prononcée sur le texte du paragraphe 2 de l'article 2, qui peut même être supprimé. Dans ce cas, un article séparé sur la rupture des relations consulaires sera peut-être encore nécessaire.

48. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) partage l'opinion de sir Gerald Fitzmaurice, et fait observer que le texte dont la Commission est saisie se rapporte au maintien des relations consulaires, plutôt qu'à leur rupture.

49. Le PRÉSIDENT hésite à mettre la question aux voix à ce stade du débat. Il incombera au Comité de rédaction de trouver la place et le titre qui conviennent le mieux pour la clause et de la rédiger de manière à dissiper les doutes de sir Gerald Fitzmaurice.

50. M. AMADO ne voit pas la raison de confier au Comité de rédaction une tâche aussi imprécise. Des membres de la Commission ont exprimé les doutes qu'ils éprouvaient à divers égards, et plusieurs d'entre eux semblent être d'accord avec lui pour estimer que l'article ne doit pas être renvoyé au Comité de rédaction. Néanmoins, il retire sa proposition.

51. Le PRÉSIDENT fait valoir, à propos des observations du Rapporteur spécial, qu'il peut arriver que les relations diplomatiques soient rompues sans que les Etats intéressés cessent d'entretenir des relations pacifiques. Il est des cas où les relations diplomatiques entre deux Etats ont été rompues alors que les relations consulaires étaient maintenues. Le seul aspect de la question dont la Commission doive s'occuper est celui qu'illustrent ces cas.

52. M. AMADO fait observer que le droit international n'empêche pas les Etats d'accomplir certains actes politiques. Il ne croit pas que la Commission puisse élaborer des règles qui régissent la conduite des Etats. La disposition n'ajoute rien d'utile au projet.

53. M. YOKOTA, prenant la parole en qualité de président du Comité de rédaction, dit que la répétition du débat de la Commission au Comité de rédaction alourdira la tâche de ce dernier. Peut-être le Comité pourrait-il se borner à rechercher la place et le titre qui conviennent pour l'article.



54. Le PRÉSIDENT, appuyé par sir Gerald FITZMAURICE, estime que le Comité de rédaction ne devrait pas se borner à examiner dans quelle partie du projet il convient d'insérer l'article et le titre qu'il faut lui donner. En effet, l'article devra être libellé de manière différente selon qu'il doit être incorporé au paragraphe 2 de l'article 2 ou constituer un article distinct.

55. Il propose de renvoyer l'article 50 au Comité de rédaction avec les indications qui précèdent.

*Il en est ainsi décidé.*

56. M. EDMONDS exprime les préoccupations que lui cause la procédure suivie par la Commission à la présente aussi bien qu'à la précédente session. Avant la onzième session, la Commission se prononçait toujours par un vote sur le principe énoncé dans chaque article et renvoyait ensuite le texte au Comité de rédaction en invitant simplement ce dernier à le mettre au point. En 1959, la Commission s'est écartée de cette procédure et a commencé à renvoyer tous les articles au Comité de rédaction sans prendre position quant au fond. A la présente session, la Commission ne s'est prononcée qu'une seule fois, par un vote sur une question de principe. En conséquence, un grand nombre d'articles au sujet desquels les opinions étaient encore très divergentes ont été renvoyés au Comité de rédaction, et ce dernier doit prendre des décisions sur des questions de principe que la Commission n'a pas réglées elle-même. Cela entraîne nécessairement une perte de temps et d'efforts considérable. Si l'on établit une comparaison avec les travaux que la Commission a effectués pendant les sessions antérieures, on constate que du point de vue, tout au moins, du volume du travail accompli, elle a beaucoup moins avancé cette année et l'année dernière que lors des années précédentes. Il est très probable que, dans les dernières semaines de sa session, elle se trouvera en présence de projets d'articles au sujet desquels les opinions des membres continueront à diverger fortement. Dans ces conditions, ou bien elle n'aura pas le temps de les examiner à nouveau de manière approfondie, ou bien, dans un esprit de compromis, les membres voteront en faveur du rapport de la Commission. Ce rapport ne sera pas alors un rapport fondé sur les opinions mûrement pesées de la majorité des membres.

57. Le PRÉSIDENT répond qu'il est toujours disposé à mettre une question aux voix si les membres de la Commission le demandent. Bien entendu, la Commission désire éviter une répétition des débats lorsque le Comité de rédaction lui présente un texte remanié, mais l'on se trouverait en présence d'une situation très délicate si chaque question était mise aux voix au stade initial de la discussion et si le projet définitivement élaboré était accompagné d'un grand nombre d'opinions minoritaires. En soumettant un tel projet à l'Assemblée générale, la Commission irait au-devant de sérieuses difficultés.

58. M. EDMONDS assure qu'il n'a nullement voulu critiquer la manière dont le Président conduit

les débats. C'est la Commission dans son ensemble qui s'est peu à peu engagée dans une voie où elle ne peut avancer aussi rapidement qu'elle serait en mesure de le faire en suivant une autre méthode.

#### ARTICLE 51 (DROIT DE SORTIR DU TERRITOIRE DE L'ETAT DE RÉSIDENCE ET FACILITÉS A ACCORDER AU DÉPART)

59. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) présente le texte révisé de l'article 51 :

« 1. Une fois les fonctions des membres du personnel consulaire terminées, l'Etat de résidence est tenu, sauf disposition contraire des présents articles, de laisser sortir de son territoire, même en cas de conflit armé, les personnes en question, les membres de leurs familles et le personnel privé au service desdites personnes, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence.

« 2. L'Etat de résidence accordera aux personnes visées au paragraphe 1 de cet article le temps et les facilités nécessaires pour préparer leur départ. Il doit traiter ces personnes avec égards et les protéger jusqu'au moment où elles quittent son territoire. En cas de besoin, il doit mettre à leur disposition les moyens de transport nécessaires pour eux-mêmes et leurs effets personnels. »

60. Le texte révisé ne diffère de l'original (A/CN.4/L. 86) que du point de vue de la rédaction, M. Žourek ayant éliminé certains détails inutiles. Dans l'ensemble, le nouveau texte correspond, à quelques différences près, à celui de l'article 42 du projet ayant trait aux relations et immunités diplomatiques.

61. Le projet d'article énonce le principe que l'Etat de résidence est tenu de laisser sortir de son territoire tous les membres du consulat, les membres de leurs familles et le personnel privé, une fois leurs fonctions terminées. On pourrait soutenir que ce principe va de soi. Sans doute est-il évident pour les agents diplomatiques qui bénéficient de l'inviolabilité et de l'immunité, mais il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit des membres du personnel consulaire, surtout en cas de conflit armé. Au début de la première guerre mondiale, le Gouvernement allemand a retenu plusieurs consuls britanniques pour obliger le Gouvernement britannique à rapatrier des ressortissants allemands. Certains d'entre eux ont été retenus jusqu'à six mois pendant que les négociations se déroulaient par l'intermédiaire d'un gouvernement neutre. Des faits similaires se sont également produits au cours de la deuxième guerre mondiale. Etant donné que ce principe a été mis en doute même par la doctrine, notamment dans le projet de Harvard, M. Žourek a pensé qu'il fallait l'énoncer expressément dans le projet dont la Commission est saisie. Telles sont les considérations sur lesquelles se fonde le paragraphe 1, qui n'a pas de contrepartie dans l'article correspondant du projet consacré aux relations diplomatiques.

62. Comme les membres du consulat ne bénéficient pas de l'inviolabilité et de l'immunité com-



plètes, et peuvent donc être soumis à des limitations de la liberté personnelle, M. Žourek a inséré, dans le paragraphe 1, la réserve suivante : « sauf disposition contraire des présents articles ». On tiendrait ainsi compte, par exemple, du cas d'un employé de consulat qui serait en train de purger une peine d'emprisonnement au moment où les fonctions des membres du personnel consulaire prennent fin.

63. Le paragraphe 2 reproduit une disposition qui se trouve dans de nombreuses conventions consulaires et envisage une situation qui se présente souvent dans la pratique. La dernière phrase du paragraphe 2 est tirée de l'article 42 du projet concernant les relations diplomatiques, sauf que le terme « biens », qui est trop large, a été remplacé par l'expression « effets personnels », laquelle est certainement suffisante pour répondre aux besoins des membres du personnel consulaire.

64. M. VERDROSS dit que la règle contenue dans l'article 51 est tout à fait correcte et correspond à la pratique ; il serait très utile de l'énoncer en terme exprès, notamment en prévision des faits qui se produisent en cas de conflit armé.

65. Il y a toutefois un cas particulier que l'article ne semble pas prévoir : celui d'un fonctionnaire consulaire que l'Etat d'envoi aurait licencié sur place pour avoir commis un délit quelconque. Il est évident que l'Etat de résidence n'est pas tenu de faciliter son départ ; il voudra probablement le garder en prison. Certes, pareille situation tomberait sous le coup de la réserve qui figure au paragraphe 1 — « sauf disposition contraire des présents articles » — mais seulement si le projet d'article 47 était maintenu sous la forme initialement proposée par le Rapporteur spécial ; or, cet article a été renvoyé au Comité de rédaction. En outre, on peut se demander si les dispositions de l'article 51 s'appliqueraient à une telle personne une fois remise en liberté. Elles ne s'appliqueraient pas, de toute évidence, car dès qu'un fonctionnaire consulaire est licencié, ses privilèges et immunités prennent immédiatement fin et ne peuvent être rétablis. Pour tenir compte de ce cas particulier, M. Verdross propose l'adjonction d'un paragraphe additionnel conçu dans les termes suivants :

« 3. Les dispositions du paragraphe 2 [des paragraphes 1 et 2] du présent article ne s'appliquent pas au cas où un fonctionnaire consulaire est licencié sur place par l'Etat d'envoi. »

66. M. YOKOTA approuve le principe énoncé dans l'article et n'a pas d'objection contre le paragraphe 1. Il n'est pas non plus opposé, en principe, au paragraphe 2, mais il estime que la deuxième phrase de celui-ci n'est pas appropriée et devrait être supprimée. Cette phrase est inconciliable avec l'article 32, qui a déjà été adopté. L'article 32 accorde une protection spéciale uniquement aux « consuls étrangers », expression qui, selon la définition de l'article 1, signifie les chefs de poste consulaire. Or, aux termes de l'article 51, cette protection serait accordée non seulement aux consuls, mais aux membres de leurs familles et au personnel privé à leur service.

67. Ce serait aller un peu loin que de prétendre

que même les domestiques privés des membres du personnel consulaire doivent, au moment de leur départ, être traités avec égards et bénéficier d'une protection spéciale. En effet, ils ne bénéficient pas de ces privilèges alors qu'ils sont effectivement employés, et leur service aura pris fin au moment où ils quitteront le pays. Si l'on veut qu'ils soient traités avec égards et jouissent d'une protection spéciale alors qu'ils ont cessé leurs fonctions, il n'y a aucune raison de ne pas leur accorder les mêmes privilèges en cours de service.

68. D'autre part, cette phrase est superflue compte tenu du paragraphe 2 de l'article 43, où il est dit que les privilèges et immunités consulaires cessent normalement au moment où la personne qui en bénéficie quitte le pays, mais qu'ils subsistent jusqu'à ce moment. Le droit d'être traité avec égards est l'un de ces privilèges. En outre, M. Yokota fait observer qu'aucune disposition similaire ne figure dans l'article 42 du projet ayant trait aux relations diplomatiques, où il n'est fait mention ni des égards dus aux membres du personnel des missions, ni de la protection spéciale à leur accorder.

69. M. FRANÇOIS croit que le Comité de rédaction devra examiner soigneusement le membre de phrase « sauf disposition contraire des présents articles ». Le Rapporteur spécial a expliqué qu'il vise d'anciens fonctionnaires consulaires purgeant une peine de prison. Dans sa teneur actuelle, l'article n'exclut peut-être pas ces personnes du bénéfice des privilèges qu'il prévoit.

70. Le Rapporteur spécial a rappelé avec raison le cas des membres d'un personnel consulaire retenus pendant une longue période par l'Etat de résidence au cours de la deuxième guerre mondiale. La clause est donc nécessaire, mais elle ne peut-être pas rédigée en termes suffisamment précis. Si des retards se sont produits, c'est surtout parce que les gouvernements ont voulu attendre d'être sûrs de la libération de leur propre personnel consulaire qui se trouvait en pays ennemi. Le principe de réciprocité a donc joué. M. François espère que le Rapporteur spécial trouvera le moyen d'exclure l'application de ce principe à l'article 51, qui doit prévoir que l'Etat de résidence est tenu d'autoriser les fonctionnaires consulaires et leur personnel de service à quitter son territoire et de ne pas les retenir sous prétexte qu'un autre Etat ne remplit pas, ou ne remplira peut-être pas, ses obligations correspondantes.

71. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) se demande si deux paragraphes sont nécessaires à l'article 51, puisque le principe a été énoncé en un seul paragraphe à l'article 42 du projet consacré aux relations diplomatiques.

72. Le Rapporteur spécial a eu parfaitement raison de mentionner que l'Etat de résidence est tenu de traiter les intéressés avec égard et courtoisie jusqu'au moment de leur départ. Le mot « protéger » n'est pas employé à l'article 51 dans le même sens qu'à l'article 32. L'expression « protection spéciale » a sans doute, à l'article 32, un

sens technique et vise les cas où la législation d'un Etat prévoit des peines plus lourdes à l'égard des personnes qui ont porté atteinte à l'inviolabilité des consuls étrangers, tandis qu'à l'article 51 il paraît s'agir de la protection contre les émeutiers en période de tension. L'article 51 n'est donc pas incompatible avec l'article 32.

73. La fin des fonctions des membres d'un personnel consulaire ne peut pas être assimilée au cas où un consul est rappelé, ou démissionne, et perd donc son statut. La fin des fonctions dépend de l'Etat d'envoi. L'article 51 montre que quand un fonctionnaire consulaire est rappelé, il cesse de jouir du statut consulaire et, par conséquent, quitte le pays. L'article 42 du projet ayant trait aux relations diplomatiques vise seulement le cas où des agents diplomatiques sortent de l'Etat accréditaire, sans parler de la cessation de leurs fonctions.

74. M. BARTOŠ fait observer que le principe énoncé dans le projet d'article 51 a revêtu une très grande importance au cours de la deuxième guerre mondiale, et que les règles n'ont pas changé. Il faut dire en termes énergiques et nets que les Etats sont tenus de protéger et de faciliter le départ non seulement des consuls, mais de toutes les personnes qui sont à leur charge. Il est d'un avis contraire à celui de M. Yokota. Les termes de l'article doivent être aussi larges que possible, afin de garantir tout le personnel du consulat et même le personnel de service privé de ses membres.

75. L'application de la règle de réciprocité a parfois été très difficile et pleine de danger. Les Italiens ont retenu très longtemps les consuls du Royaume-Uni en Yougoslavie et ne les ont laissé partir qu'au moment où le Gouvernement du Portugal, puissance médiatrice, s'est trouvé en mesure de garantir que certains consuls italiens pourraient quitter les territoires qui étaient aux mains des forces du Royaume-Uni. Le Comité de rédaction doit faire ressortir qu'un Etat est tenu de laisser leur liberté aux consuls, à leur famille et à leur personnel de service, et de leur fournir des facilités pour quitter le pays aussi promptement que possible. Si le Gouvernement de l'Etat de résidence était en droit de retarder leur départ pendant six mois et en outre de compliquer ce départ, la règle de droit international perdrait beaucoup de son autorité.

76. Il faut également prévoir la protection des biens que les fonctionnaires consulaires ne peuvent pas emporter en s'en allant, et qui sont déposés dans un garde-meubles. Des consuls yougoslaves ont éprouvé les pires difficultés lorsque la police secrète allemande a retiré leurs biens des garde-meubles sous prétexte qu'ils appartenaient à des ressortissants ennemis.

77. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) fait observer à l'intention de M. Yokota qu'il n'y a pas contradiction entre l'article 32 et l'article 51, pour la simple raison que l'article 32 traite des consuls en exercice alors que l'article 51 vise expressément les membres du personnel consulaire dont les fonctions sont terminées. L'article 51 se rapporte au laps

de temps qui s'écoule entre le moment où les fonctions ont pris fin et le moment où les intéressés quittent le pays, période qui peut être extrêmement critique pour le personnel consulaire.

78. M. Yokota a reproché au projet d'article 51 d'accorder au personnel privé des consuls une protection plus étendue que celle dont il jouissait pendant la durée de son service. Il y a une très bonne raison à cela. Il peut se produire une grande tension entre les Etats lors de la fin d'une mission consulaire, et le personnel aura tout naturellement besoin d'une protection plus grande qu'au moment où les fonctions consulaires s'exerçaient et où ce danger n'existait pas.

79. M. Yokota a également signalé qu'il n'existait pas de clause correspondant à l'article 42 du projet concernant les relations diplomatiques. C'est parfaitement exact, mais la situation est toute différente, car on reconnaît depuis des siècles que le personnel diplomatique jouit de l'inviolabilité qu'il n'a pas été nécessaire d'insister sur la règle dans ledit projet ; au contraire, le personnel consulaire ne jouit pas de cette inviolabilité et il a donc besoin d'une clause spéciale prescrivant de le traiter avec des égards et de le protéger. M. Žourek partage entièrement le point de vue du Secrétaire, savoir que les situations envisagées à l'article 32 et à l'article 51 sont entièrement différentes.

80. M. Verdross a mentionné avec raison le cas particulier du membre du personnel consulaire qui a été révoqué dans l'Etat de résidence. Il a soutenu à juste titre que cette personne ne jouissait plus des privilèges et immunités consulaires puisqu'elle n'était plus membre du consulat et que ces immunités ne pouvaient pas être remises en vigueur. Toutefois, il ne sera peut-être pas nécessaire de rédiger un paragraphe spécial pour viser ce cas ; on pourrait en parler dans le commentaire.

81. On pourrait aussi traiter dans le commentaire la question, signalée par M. Bartoš, des biens que les consuls laissent dans un garde-meubles.

82. M. AMADO est d'un avis diamétralement opposé à celui de M. Yokota. Le personnel de service des consulats a quitté son pays natal en ayant pleinement foi dans l'assurance qu'on lui donnait qu'il serait traité avec égards et protégé ; il faut veiller à ce qu'il en soit ainsi.

83. Le PRÉSIDENT pense que le projet d'article 51 peut être renvoyé au Comité de rédaction.

84. M. BARTOŠ objecte que M. Yokota est, sur ce point, en désaccord avec plusieurs autres membres de la Commission ; le Comité de rédaction ne peut guère concilier deux opinions entièrement opposées. Il s'agit de savoir si l'Etat de résidence est tenu de reconnaître aux membres du personnel de service d'un consulat le droit de quitter son territoire quand les fonctions consulaires ont pris fin.

85. M. YOKOTA répond qu'il ne voit pas d'objection à la clause donnant à ces personnes le droit de sortir du territoire de l'Etat de résidence ; il estime seulement que l'on irait trop loin en sti-

pulant que les domestiques privés des fonctionnaires consulaires doivent être traités avec des égards particuliers.

86. M. ERIM propose de renvoyer à la prochaine séance la suite du débat consacré au projet d'article 51.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 13 h. 20.

### 548<sup>e</sup> SÉANCE

Vendredi 27 mai 1960, à 9 h. 40

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Relations et immunités consulaires  
(A/CN.4/131, A/CN.4/L.86) [suite]

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES PROVISOIRES (A/CN.4/L.86)  
[suite]

ARTICLE 51 (DROIT DE SORTIR DU TERRITOIRE  
DE L'ETAT DE RÉSIDENCE ET FACILITÉS A ACCOR-  
DER AU DÉPART) [suite]

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à poursuivre l'examen du texte révisé de l'article 51, proposé par le Rapporteur spécial (547<sup>e</sup> séance, par. 59).

2. M. SANDSTRÖM estime, comme M. François, qu'il conviendrait de modifier l'expression « sauf disposition contraire des présents articles ». Il faudrait ajouter, dans la première phrase du paragraphe 2 de l'article 51, les mots « aussitôt que possible », qui figurent à l'article 42 du projet concernant les relations diplomatiques.

3. On ne voit pas très clairement à qui s'appliquent, au paragraphe 1, les mots « pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence ». Il ne faudrait pas, par ces mots, exclure les femmes des membres du personnel consulaire qui sont des ressortissantes de l'Etat de résidence, ni ceux de leurs enfants qui sont ressortissants de cet Etat. Dans le projet consacré aux relations diplomatiques, le principe applicable aux facilités à accorder au départ est implicite dans les articles 42 et 37 (*Agents diplomatiques qui sont ressortissants de l'Etat de résidence*) pris ensemble.

4. Après avoir entendu la réponse du Rapporteur spécial (*Ibid.*, par. 77), à la question que M. Yokota a posée (par. 66 à 68) au sujet de la deuxième phrase du paragraphe 2, M. Sandström a conclu que le Rapporteur spécial avait eu raison d'ajouter cette phrase. On pourrait peut-être rendre la situation plus claire en ajoutant, à la fin du paragraphe, les mots : « même s'ils ne jouissent pas des privilèges énoncés à l'article 32 ».

5. Sir Gerald FITZMAURICE approuve le principe énoncé à l'article 51, mais aussi les observations présentées par M. Sandström quant à la rédaction du texte.

6. Il devrait être aisé, si l'on rédige le texte de façon appropriée, de tenir compte du cas, mentionné par M. Verdross, d'un fonctionnaire consulaire licencié sur place par l'Etat d'envoi.

7. M. Sandström a affirmé à juste titre que les femmes et les enfants qui sont nationaux de l'Etat de résidence ne doivent pas être exclus du champ d'application de l'article. Les dispositions doivent avoir une portée aussi générale que possible et couvrir tant ceux qui jouissent de privilèges et immunités que ceux qui n'en jouissent pas.

8. Il convient de maintenir la deuxième phrase du paragraphe 2, car elle constitue en quelque sorte la raison d'être de l'article tout entier. La différence entre l'article 51 du projet concernant les relations consulaires et l'article 42 du projet ayant trait aux relations diplomatiques s'explique par le fait que les privilèges et immunités diplomatiques, par leur nature même, confèrent nécessairement au personnel diplomatique le droit de quitter le territoire, alors qu'il n'est pas du tout clair que certains membres du personnel consulaire possèdent le droit absolu de quitter le territoire de l'Etat de résidence à la fin de la mission consulaire; dans la pratique, ces derniers n'ont parfois pas été traités avec les égards qui leur sont dus.

9. Sir Gerald n'est pas certain de la nécessité d'exclure, au moyen d'une disposition expresse, la règle de réciprocité. S'il comprend pleinement les raisons pour lesquelles M. François a fait cette proposition, il doute toutefois que l'on puisse effectivement améliorer la situation en ajoutant une telle disposition. Il en résulterait, peut-être, au contraire une situation dont bénéficierait tout Etat qui serait tenté, à l'ouverture d'un conflit armé, de ne pas remplir l'obligation énoncée à l'article 51. La seule sanction dont disposerait l'Etat d'envoi si l'Etat de résidence ne facilitait pas le départ rapide des fonctionnaires consulaires de l'Etat d'envoi serait de prendre des mesures de rétorsion. Si la sanction est supprimée et si l'on va même jusqu'à rejeter la possibilité d'invoquer le principe de réciprocité, on pourrait aboutir à une situation favorable à l'Etat qui n'hésiterait pas à se soustraire aux obligations énoncées à l'article 51.

10. M. HSU fait observer que sir Gerald Fitzmaurice a enfermé la Commission dans un dilemme. Si le projet admet le principe de réciprocité, les membres du personnel consulaire seront indubitablement exposés à être retardés lors de leur départ; mais s'il omet ce principe, l'Etat de résidence peut saisir le prétexte pour se soustraire à son obligation. Comme il faut choisir, la Commission devrait supprimer toute mention du principe de réciprocité. Le principe de réciprocité a été un des moyens de développement du droit international, mais, au stade actuel, il est possible